

Marine Le Pen : Une extrême droite bien réelle

L'opération est menée depuis plusieurs années, sortir le FN de son isolement en lui donnant un visage plus acceptable pour un maximum d'électeurs. Si sur l'image le passage du père à la fille favorise totalement cette évolution, sur le plan des idées l'enrobage de circonstance ne modifie pas le fond. Pourtant, Marine Le Pen ne ménage pas ses efforts, avec la multiplication des références à la liberté (80 fois dans le discours du 1er mai), au peuple (50 fois dans celui du 19 novembre), la tournure sociale de ses discours, sans parler sur le constat de la crise. Une reprise pure et simple d'analyse et de propositions que nous pouvons faire ! Mais cette tentation de coller à des thématiques sociales ne doit pas faire illusion, le fond de commerce et les motivations profondes du FN restent les mêmes, ce sont celles de l'extrême droite.

Le FN dans sa version Marine, joue toujours sur les mêmes ressorts, la peur, la stigmatisation de l'autre, de l'étranger, pour capter un électorat bousculé par la crise. Un électorat qui a peur du déclassement social, de la précarisation et qui veut trouver un responsable à cela.

Jouant sur toutes les ambiguïtés, Marine Le Pen n'hésite pas, dans ses interventions, à dénoncer les spéculateurs et les marchés financiers. Mais elle se garde bien, dans son programme, de s'attaquer à ces derniers. Bien au contraire, en portant la division entre les opprimés, en dénonçant les syndicats, Marine Le Pen fait le jeu d'un patronat qui n'a de cesse de vouloir rogner sur les droits des salariés.

Cet argumentaire met en évidence la filiation historique du Front national (fiche 1) qui se retrouve dans ses thèmes de prédilection et qui structure son électorat (fiche 2). Il y a l'immigration (fiche 3), le combat contre les syndicats ouvriers (fiche 4), son positionnement économique libéral (fiche 5), sa conception de la place de la femme dans la société (fiche 6) ou bien encore la sécurité (fiche 7). Sur l'ensemble des thématiques qu'elle peut aborder dans la présentation de son programme, Marine Le Pen se contente de décliner la « priorité nationale ». Pour bien mettre en évidence le fossé qui sépare ses propositions des nôtres à chaque fois est redonné l'essentiel de notre programme (fiche 8).

Fiche n° 1 : une histoire en mouvement

L'extrême droite française est née avec le siècle. Jean-Marie Le Pen a réussi à fédérer durablement toutes les traditions de la droite dure et extrême qui se sont succédées en France depuis un siècle. Il y a toujours eu un parti conservateur en France. Toutefois, l'émergence d'une droite conservatrice dure, violente et antisémite connaît ses premières manifestations dans la France de la IIIe République. Après la défaite de 1871 et la perte de l'Alsace-Lorraine, un courant revanchard apparaît qui, se nourrit d'antiparlementarisme et d'antisémitisme.

De l'Affaire Dreyfus au 6 février 1934

L'affaire Dreyfus coupe la France en deux, avec, du côté des anti-dreyfusards, un courant qui s'est structuré autour d'Action française. Mouvement d'intellectuels, doté d'un organe de presse et de groupes violents, cette ligue monarchiste, catholique et antisémite va rayonner sur sa génération pendant près d'un demi siècle.

Après la défaite de l'Allemagne en 1918, la droite dure devient viscéralement anti-bolchévique. Outre les monarchistes d'Action française, il y a les mouvements d'anciens combattants comme les Croix de feu. Aucun mouvement de masse n'émerge réellement, mais une multitude de ligues ayant plus ou moins en commun, l'antisémitisme, l'antiparlementarisme, l'anticommunisme et un nationalisme exacerbé. Le 6 février 1934, ces mouvements manifestent place de la Concorde, menaçant pour un soir la République.

Vichy

Si l'extrême droite est divisée, elle est au moins unie sur un point : pour elle, la France décline et l'homme de la situation est Philippe Pétain, le vainqueur de la bataille de Verdun. C'est donc à lui que le Parlement abandonne les pleins pouvoirs en 1940 après la débâcle. C'est alors que Pétain met en place la Révolution nationale. Un régime corporatiste, ultra conservateur, dont la capitale est Vichy. Le régime pétainiste collabore avec les nazis avant de s'écrouler en 1944.

De la Guerre d'Algérie aux années de plomb

La découverte de l'horreur des camps de concentration rejette durablement l'opprobre sur l'extrême droite. Désormais, l'extrême droite est condamnée à rester groupusculaire pour longtemps. Cependant, aux élections de 1956, condamnant le parlementarisme, un parti populiste fait une percée remarquable. C'est l'UDCA de Pierre Poujade avec, dans ses rangs, le benjamin de l'Assemblée nationale, Jean-Marie Le Pen.

La Guerre d'Algérie est l'occasion d'une résurgence avec le conflit qui oppose les partisans de l'Algérie française au reste du pays. En 1961, un putsch manqué fait apparaître l'Organisation armée secrète (OAS) qui regroupe des militaires et des nostalgiques de Vichy. Cette organisation terroriste agit à la fois en Algérie et en France.

Les années 60 qui commencent voient apparaître une extrême droite nostalgique d'un côté et une extrême droite violente, « révolutionnaire », à la fois anti-impérialiste et anti-communiste. Son premier combat est de lutter contre le gaullisme. La candidature de l'avocat Pierre Tixier-Vignancour en 1965, dont le bras droit est Le Pen, à l'élection présidentielle, recueille plus de 5 % des voix. C'est la première tentative de légitimation par les urnes. L'activisme violent se poursuit dans la jeunesse avec l'émergence de mouvements comme Occident, Ordre nouveau et bientôt le GUD, Nouvelle résistance, puis se prolonge avec le Bloc identitaire.

Parallèlement, à la fin des années 60, on assiste à une tentative de mise à jour idéologique pour dépasser le racisme folklorique et donner une cohérence politique à la pensée d'extrême droite.

Le Front national

En 1972, deux mouvements d'extrême droite, Ordre Nouveau et le Parti des Forces Nouvelles constituent un parti politique, le Front national, pour participer aux élections législatives de 1973. La présidence est confiée à Jean-Marie Le Pen. Le FN reste groupusculaire, en concurrence avec d'autres mouvements qui déclinent rapidement. En 1983, lors d'une municipale partielle à Dreux, le numéro deux du FN, Jean-Pierre Stirbois parvient à se faire élire grâce au soutien de la droite. Dès lors, sur fond de crise, la percée électorale du FN se précise au point qu'il peut atteindre plus d'une trentaine de députés aux élections de 1986. Le parti de Le Pen, par ses succès électoraux, le charisme de son chef et sa capacité à capter à la fois les votes protestataires, à donner un espace d'expression aux idées racistes devient durablement installé dans la vie politique française. En 1995, Le Pen recueille près de 15 % des suffrages à la présidentielle et quatre villes tombent aux mains du FN, dont Toulon. En 1998, l'extrême droite est si bien implantée localement que dans quatre régions (Rhône-Alpes, Picardie, Bourgogne et Languedoc-Roussillon), la droite n'hésite pas à faire alliance avec elle pour en garder ou en gagner la présidence. Au point que les autres formations politiques se déterminent parfois par rapport à lui notamment sur le fond. C'est ce qu'on va appeler la lepénisation des esprits.

La lepénisation des esprits et la porosité avec l'UMP : vers une alliance ?

Le Pen parvient à fédérer durablement autour de lui toutes les traditions de l'extrême droite française. Le Pen alterne entre "dérapages verbaux" et victimisation. Le socle idéologique du FN se structure avec la contribution de théoriciens. Ils créent le concept de "préférence nationale" dans lequel il va justifier toute l'idéologie lepéniste basée sur la discrimination et la stigmatisation systématique des immigrés, l'inégalité des races, le corporatisme, l'inégalité entre les femmes et les hommes, la fermeture des frontières, etc...

Mais il y a un débat interne sur la stratégie. Si Le Pen, fidèle à la tradition de la droite révolutionnaire "attend son heure", voulant prendre seul le pouvoir, Mégret, lui, veut conquérir le pouvoir en s'alliant avec la droite. Ces deux stratégies s'opposent et provoquent une scission au début de l'année 1999 entraînant un déclin relatif du FN. Si sa dynamique s'est brisée, le FN reste, dans les représentations, le parti de la peur, du repli sur soi et de la discrimination. C'est ainsi que, mobilisés par les discours de la droite sur l'insécurité, perplexes quant à l'avenir, 16 % des électeurs ont porté Le Pen en deuxième position lors de l'élection présidentielle le 21 avril.

La frontière entre le FN et l'UMP apparaît de plus en plus poreuse. Alors ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy voulait nettoyer les banlieues au kärsher et se débarrasser des racailles. Président, dans son discours de Grenoble, il n'a pas hésité à faire un lien direct entre immigration et délinquance en disant que « nous payons aujourd'hui les conséquences de quarante ans d'immigration incontrôlée ». Nicolas Sarkozy n'est évidemment pas le seul à tenir des propos de ce type, la députée UMP Chantal Brunel propos notamment « de remettre les immigrés dans les bateaux ». Les députés de la Droite populaire n'hésitent pas à lier l'immigration à la fraude sociale et à en faire leurs chevaux de bataille. Désormais la perspective d'une alliance à droite entre un FN « relooké » par Marine Le Pen et une UMP de plus en plus guidée par les thèses populistes est en chantier. La question qui est posée est de savoir sous l'égide de qui se fera cette recomposition de la droite française.

Fiche n° 2 : Quel est l'électorat du Front national ?

L'électorat du Front national peut se répartir en trois catégories :

- **Premier électorat** : les droitistes. Cette catégorie est composée de personnes venant de la droite, relativement bourgeoises et qui sont déçues par la droite traditionnelle.
- **Second électorat** : sans être nécessairement fondamentalement racistes, ils pensent qu'il faut réserver aux blancs et aux Français certaines prestations comme la couverture sociale. Ils veulent se protéger contre les étrangers qui viendraient nous concurrencer. Ils sont pour la fermeture des frontières et de la société.
- **Troisième électorat** : celui habituellement qualifié de populaire. Toutes les études sociologiques et électorales montrent qu'il s'agit de personnes soit issue des classes moyennes en voie de paupérisation, soit de personnes qui possèdent peu mais craignant de le perdre. On pourrait le qualifier d'électorat de la peur.

Dans l'Est de la France, et le Sud-Est, où le vote FN est particulièrement fort, il l'est principalement dans les quartiers pavillonnaires jouxtant les grands ensembles. La cité populaire en elle-même s'abstient dans des proportions importantes. C'est essentiellement dans ces zones résidentielles que se trouve le troisième électorat du FN, celui mû par la peur du déclassement, la peur de l'autre, la peur du pauvre. L'autre n'est pas forcément l'étranger, il peut être chômeur, jeune... et perçu comme un concurrent.

Les Français qui votent Le Pen ne sont pas majoritairement issus de milieux populaires ou défavorisés. Jean-Marie Le Pen enregistre en 2002 des performances élevées parmi les salariés du secteur public comme du secteur privé (17 % en moyenne). Son score chez les cadres est loin d'être anecdotique (8 %) et son électorat majoritairement masculin, se recrute beaucoup dans les professions indépendantes (artisans, commerçants, petits entrepreneurs). Ses performances sont transgénérationnelles : il obtient un score équivalent dans toutes les classes d'âge même si la classe d'âge des 35/49 ans est particulièrement représentée. L'électorat du FN est d'abord motivé par la peur de la crise, du déclassement social alors que les populations les plus pauvres se sont majoritairement réfugiés dans l'abstention.

On note par ailleurs que l'adhésion aux valeurs du Front national dans l'électorat augmente. Il ne s'agit pas que d'un vote protestataire. Le FN apparaît à beaucoup trop comme un parti porteur d'un projet global dont la cohérence est fondée sur la préférence (devenue depuis peu priorité) nationale, l'anti-immigrationisme et l'islamophobie, l'État fort et autoritaire, l'antifiscalisme, l'antisyndicalisme et enfin l'antimondialisme. Nous verrons que l'évolution plus « sociale » actuelle est un leurre qui tente de masquer une tendance ultra libérale bien réelle. Plusieurs facteurs permettent de l'expliquer : dureté de la crise financière, économique et sociale ; banalisation des thèses du FN dans le discours de la droite classique ; sentiment d'une absence de perspectives à gauche.

L'électorat du Front national n'est pas l'ancien électorat communiste

Une thèse assénée régulièrement par la droite prétend que l'électorat FN est l'ancien électorat communiste. Si d'anciens électeurs communistes ce sont reportés sur le vote FN, le phénomène est assez limité et, pour une très forte proportion de cet électorat, cette « thèse » est erronée. Elle vise surtout à occulter une réalité : celle de la porosité entre l'électorat de droite et celui du FN.

Le déclin du PCF est antérieur à 1984, date à laquelle on observe l'essor du Front national. Toutes les études de sociologie électorale ont montré qu'un électorat populaire de droite a toujours existé sans qu'on puisse établir de corrélation avec celui du PCF. Par ailleurs, les déçus du communisme

se sont majoritairement reportés sur le Parti socialiste ou se sont réfugiés dans l'abstention.

On notera enfin que la remontée de l'influence du PCF depuis la mise en place de la stratégie du Front de gauche s'effectue simultanément à celle de Marine Le Pen et du FN aux dernières élections et dans les sondages d'opinion pour la présidentielle de 2012.

Fiche n°3 : Immigration et priorité nationale

En novembre 2011, avec la présentation de son programme, Marine Le Pen opère un changement sémantique. La préférence nationale devient **priorité nationale**. D'aucuns pourraient croire que leur politique en serait adoucie, en réalité il n'en est rien.

La priorité nationale est le principe que le FN souhaite mettre en œuvre pour résoudre (presque) tous les problèmes. Peu importe de savoir si le système économique ou social est bon. Toute cette théorie tient presque entièrement dans l'équation : immigration = chômage + insécurité. En cessant de donner du travail aux immigrés, il y en aurait davantage pour les Français auxquels devraient être réservés prioritairement la plupart des programmes sociaux (allocations, couverture santé, logement...). Cette thèse est constitutive de l'extrême droite, on la retrouve dans la pensée d'Hitler, de Mussolini...

Y a-t-il trop d'immigrés en France ?

En raison de la courbe des âges et du taux de natalité, nombre de pays verraient leur population décroître sans l'immigration. En France, il faudrait un taux de natalité de 2,1 pour que la population se maintienne à son niveau actuel. Or, il n'est actuellement que de 1,8. Il manque donc environ 100 000 naissances par an pour assurer le renouvellement des générations. Cela correspond exactement aux 100 000 entrées nettes d'immigrés par an en France. Soit **1 entrée par an pour 650 habitants...** Nous sommes très loin de « l'invasion massive » que Le Pen agite dans chaque discours.

L'immigration zéro est un objectif économiquement stupide, socialement inefficace et injuste. Dans les pays où l'on stoppe la délivrance de visas, l'immigration clandestine et les trafics augmentent. Supprimer le regroupement familial, c'est empêcher des enfants et des femmes de retrouver leur père. Le rapatriement des chômeurs étrangers après trois mois d'inactivité, c'est les considérer comme des marchandises. Enfin n'oublions jamais que près de 2 millions de français vivent et travaillent à l'étranger dont près de 35 % sont des cadres supérieurs (en France seulement 15 % des étrangers le sont).

L'immigration serait un coût pour le pays ?

C'est faux. Une étude de chercheurs de l'Université de Lille, s'appuyant sur des chiffres officiels, montre que l'immigration n'est pas un coût pour la France, bien au contraire.

En 2009, les immigrés ont reçu de l'État 47,9 milliards d'euros (retraites, aides au logement, RMI, allocations chômage et familiales, santé...).

Sur la même période, ils ont reversé à l'État des sommes bien plus importantes : impôt sur le revenu 3,4 milliards d'euros ; impôt sur le patrimoine 3,3 milliards ; impôts et taxes à la consommation 18,4 milliards ; impôts locaux et autres 2,6 milliards ; CRDS et CSG 6,2 milliards ; cotisations sociales 26,4 milliards. Soit un total de 60,3 milliards d'euros. **On obtient un solde positif de 12,4 milliards pour l'État.**

Les migrants sont-ils trop différents ?

Le FN dit ouvertement que les populations immigrées seraient difficiles à intégrer. Leurs mœurs les empêcheraient d'adhérer aux valeurs républicaines de laïcité ou d'égalité entre les sexes. Cela constitue le fondement de polémiques stériles mais régulièrement ouvertes sur les prières de rue, le niqab ou la polygamie.

Les travaux scientifiques battent en brèche ces assertions. En analysant des critères tels que l'acquisition de la langue, la fréquence des unions mixtes, la mobilité socio-économique, ils démontrent que l'insertion des migrants dans la société française s'effectue au même rythme d'une génération à l'autre. Autrement dit, les immigrés d'origine subsaharienne s'insèrent aussi bien à la société française que les italiens dans les années 1930, par exemple. Le sport résume d'une certaine manière cette insertion dans la société : Kopa est d'origine polonaise, Platini italienne, Zidane algérienne....

L'immigration crée-t-elle du chômage ?

Cette idée reçue est un non sens. Le marché du travail se dilate pour s'adapter à l'arrivée de nouveaux venus. Les immigrés sont aussi consommateurs, ils créent de la demande supplémentaire et donc des emplois.

Une analyse de la CGT relève que la relation entre la présence des actifs étrangers dans un pays et le taux de chômage est faible. On observe les deux choses suivantes :

- Le taux de chômage est élevé dans les pays à faible population immigrée. C'est le cas de l'Espagne, de l'Italie ou de la Finlande.
- Le taux de chômage est bas dans les pays à forte proportion de population immigrée comme, par exemple, le Luxembourg, la Suisse ou les USA.

Faut-il supprimer l'Aide médicale d'État (AME) ?

Le FN milite clairement pour la suppression de l'AME (y compris pour les migrants en situation régulière). Or, l'AME qui garantit l'accès au soin pour les populations immigrées en situation irrégulière, est un droit fondamental. Un sans-papiers qui ne peut pas être soigné, c'est humainement scandaleux en plus d'être un risque pour la santé publique. Plus on retarde la prise en charge d'un malade, plus les soins deviennent lourds et coûteux. Remettre en cause l'AME est une mesure dangereuse, emblématique de la xénophobie .

Non seulement le FN refuse l'accès à la santé mais en plus il stigmatise les étrangers, quitte à entretenir des fantasmes. Par exemple, la question du SIDA semble tourner à l'obsession pour le Front national. Le dépistage, dans la plupart des cas, ne doit plus être proposé mais obligatoire. En matière de prévention, l'ordre moral joue à plein, le FN tirant à boulets rouges sur le travail des associations quasiment accusées d'encourager la dépravation. Quant à l'origine de l'épidémie et sa progression en France, ce sont – bien entendu – les immigrés qui en seraient à l'origine.

Une laïcité sélective

Marine Le Pen, donne l'impression – si on n'est pas trop attentif – qu'elle est devenue la championne de la laïcité. En réalité, ce propos de façade masque mal un anti-islamisme viscéral qu'elle ne manque pas d'exprimer à tout propos (horaires aménagés dans les piscines, constructions de mosquées, vente de viande Halal...).

Par contre, elle est très silencieuse à l'égard des coups de force de militants catholiques intégristes contre une représentation de *Sur le concept du visage du fils de Dieu* de Romeo Castellucci ou de *Golgota picnic* de Roberto García, par exemple, ce qui est une forme d'approbation...

La laïcité n'est pas seulement le rapport que l'État entretient avec les religions. C'est aussi ce qui permet de faire de l'échange entre personnes différentes une dynamique. Or le Front national n'est pas pour le mélange, l'enrichissement à partir des différences de l'autre qui sont pourtant autant de richesses.

Fiche n°4 : Le FN adversaire du syndicalisme ouvrier

Depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front national, certains voudraient faire croire que le FN aurait développé des idées et un discours plus social. Il n'en est rien.

Pétain, Le Pen : la même volonté de supprimer les syndicats ouvriers

Le Front national s'inscrit dans la droite ligne des groupuscules d'extrême droite qui s'attaquent aux syndicalistes et aux grévistes. Cette haine s'accompagne d'une volonté de revenir à un syndicalisme corporatiste tel qu'il a toujours été souhaité par l'extrême droite et qui a été mis en œuvre par Pétain dans la Charte du travail.

Pour le FN, il faut arriver à une société sans classes sociales. Dans leur vision corporatiste, il n'y aurait plus besoin de syndicats. Les salariés et les patrons auraient comme intérêt commun le bon fonctionnement des entreprises. Il deviendrait alors souhaitable de s'entendre entre patronat et salariés afin de faire fonctionner aux mieux les entreprises françaises. Ainsi, tout le monde serait satisfait ! Dans cette optique, les syndicats n'ont pas leur place et l'État ne doit avoir aucun rôle de régulation, les marchés s'en chargeront. Les bonnes entreprises prospéreront, les autres disparaîtront.

Au-delà de cette vision théorique, dans les faits, le FN ne soutient pas les salariés. En région PACA, les élus FN n'ont montré aucune solidarité envers les salariés de Fralib. Ils étaient absents de la manifestation protestant contre la délocalisation de leur activité en Belgique. En 2010, ces mêmes élus n'ont pas non plus voté la motion de solidarité avec les salariés de Fralib présentée par la gauche et votée à l'unanimité du Front de gauche à l'UMP. Les élus FN estiment, en substance, que tout ce débat est manipulé par la CGT.

On peut également citer les propos de Marine Le Pen le 22 octobre 2010 lors du conflit sur les retraites : « *Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos. Voilà deux semaines que la France s'installe dans le chaos, entre grève, manifestations et blocus... la tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers.* »

Bruno Gollnisch déclarait lui, en 2010 : « *Le sabotage de l'économie française caractérise l'action de la CGT [...] Ces blocages frappent avant tout les salariés qui se rendent à leur travail, les entreprises et menacent l'emploi. [...] La CGT doit être rendue pénalement responsable et ses dirigeants doivent en répondre* ».

Programme du FN : Rien pour les salariés, ni pour les retraités

Afin d'élargir son électorat, Marine Le Pen cherche à capter le mécontentement social. Mais elle ne propose rien en ce domaine. Ses positions sont ultra-libérales, comme celles de son père. Idéologiquement, elle n'a rien changé à la doctrine du Front national. En effet, lors de son discours aux universités d'été du FN, durant une heure, elle n'a réclamé aucun droit nouveau pour les salariés, aucune revalorisation des pensions et retraites, aucune demande de retour à la retraite à 60 ans à taux plein, aucune création de postes de fonctionnaires (sauf des policiers). Aucun salarié, aucun retraité n'a donc intérêt à voter pour ce parti. Sa première fonction est de diviser, de capter un bout de la colère sociale pour la diriger contre de faux responsables, des boucs émissaires. Le rôle du FN est véritablement de détourner la colère sociale contre «l'autre», les collègues de travail, amis, voisins, surtout quand ils sont étrangers. Le FN les stigmatise comme étant les responsables de la crise. En revanche, rien de concret n'est proposé contre l'attitude du patronat, ni contre ceux qui profitent de la crise en spéculant.

Fiche n°5 : Un programme économique ultra-libéral mais flou

La fermeture des frontières économiques comme riposte à la mondialisation

Le Front national ne propose aucune alternative à la mondialisation et encore moins d'en changer le cours en favorisant des politiques de coopération renforcée et de solidarité. C'est donc la politique d'une France renfermée sur elle-même qui constitue le credo du FN. On notera que nulle part, dans ses propositions économiques Marine Le Pen parle de lutter contre l'ultra-libéralisme si cher à son père. Elle n'invoque que la lutte contre le «mondialisme».

Le bénévolat comme levier pour réindustrialiser la France

Marine Le Pen propose de réindustrialiser la France. Elle « pense à tous nos retraités de l'industrie, ouvriers, ingénieurs, chercheurs, mais aussi à tous nos seniors, jetés du marché du travail beaucoup trop tôt. [Elle est] convaincue, il y aura l'armée des volontaires bénévoles, qui ne demanderont rien, mais qui seront simplement désireux et heureux de pouvoir transmettre leurs talents aux jeunes générations, celles qui feront la France rayonnante et industrielle de demain.» C'est à proprement parler sidérant. Une main d'œuvre bénévole, même Laurence Parisot n'ose pas le proposer !

Afin d'assurer la bonne santé de la nouvelle industrie française et de toutes les entreprises, il faudrait leur permettre d'être les plus libres possible, avec moins d'impôt, de taxes et de contraintes afin qu'elle puisse combattre au sein du marché mondial. Ce n'est ni plus, ni moins que du dumping fiscal et social dont les salariés seront les premières victimes.

Remboursement de la dette publique

A propos de la dette publique, Marine Le Pen fait feu de tout bois mais n'indique aucune solution précise ou réaliste. Elle dénonce la fraude sociale et les immigrés. En revanche, elle ne dit mot des exonérations de charges sociales pour les patrons qui coûtent cher et ne rapportent rien.

Ce discours est connu, c'est celui dont nous abreuvons à longueur d'année les zélés de l'ultra-libéralisme. On sait pourtant que l'immigration n'est pas une charge pour l'état. La volonté de Le Pen et de Sarkozy de pointer du doigt la fraude aux allocations sociales par des familles, vise à faire oublier l'autre fraude, celle d'une partie des entreprises qui représente 80 % de la fraude sociale.

Sans parler du manque à gagner total, pour l'État, des allègements accordés aux entreprises de 172 milliards d'euros en année pleine, soit 67,7% du total des recettes fiscales nettes du budget 2011 et 1,87 fois le déficit prévu ! Dans ce total, on retrouve les exonérations de cotisations sociales patronales dont la compensation coûte annuellement quelque 30 milliards d'euros (29,8 milliards en 2009).

Sortie de l'Euro : le sujet de prédilection de Marine Le Pen

Dans un contexte où les réflexes nationalistes et xénophobes se développent en Europe, ce retour de chaque pays vers sa monnaie nationale risquerait surtout d'exacerber de nouvelles formes de guerre économique, notamment sous forme de dévaluations compétitives, etc... Au dumping social et fiscal s'ajouterait un dumping monétaire. Pas vraiment une réponse donc au besoin de nouvelles coopérations ! Et surtout pas une réponse à la domination des marchés financiers pouvant encore plus jouer des rivalités et différences entre pays dans les spéculations, les taux d'intérêts, etc...

La dette contractée en euros sur les marchés internationaux de capitaux (les 2/3 de la dette française par exemple) resterait libellée dans cette monnaie pour le ou les pays sortants de l'euro. Non seulement leur nouvelle monnaie nationale connaîtrait une dévaluation volontaire (l'objectif des partisans d'une sortie de l'euro étant notamment de retrouver une compétitivité prix à l'exportation par une dévaluation monétaire), mais la dette ancienne libellée en euro exploserait.

Pouvoir d'achat

Pour le Front national, le redressement du pouvoir d'achat des ménages se fera essentiellement par le retour de la croissance et une réforme de la fiscalité touchant les classes moyennes. Marine Le Pen souhaite également bloquer les prix de certains produits de première nécessité (pain, lait...). Nulle part n'est mentionnée une augmentation des salaires, ni du SMIC.

Un État fort, mais impuissant face aux marchés

Le Front national dit défendre un État fort. Toutefois, une fois son discours décrypté, on voit qu'il s'agit en fait d'un État recentré sur ses missions régaliennes que sont la sécurité et la défense nationale. Pour le reste, en totale cohérence avec les thèses ultra-libérales, il n'a pas à intervenir ou presque. Il peut le faire dans des secteurs stratégiques et essentiels pour la nation comme l'industrie automobile ou le nucléaire. Toutefois, et même pour ce qui concerne la politique énergétique, il n'est pas question d'un grand service public. On reste dans le cadre de l'économie capitaliste. Les droits des salariés, leur implication dans le choix des grandes stratégies n'est pas à l'ordre du jour.

Fiche n°6 : Renvoyer la femme au foyer

L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front national serait-elle une bonne chose pour la cause des femmes ? Il n'en est rien.

Marine Le Pen ne se déclare pas fondamentalement hostile à l'IVG, à titre personnel.

Elle souhaite toutefois qu'il ne soit plus remboursé par l'assurance maladie. Cela constituerait un retour en arrière considérable, allant presque jusqu'à revenir avant la Loi Veil de 1975. Seules les femmes aisées pouvaient se permettre d'effectuer une IVG à l'étranger, les autres devant recourir à l'avortement clandestin. Sur ce sujet, le FN propose un référendum visant à donner à la vie un caractère sacré dès la conception. **Autrement dit, c'est une remise en cause pure et simple de la liberté de disposer de son corps.**

Le FN veut favoriser le recours au congé parental prolongé ce qui vise, ni plus, ni moins, à maintenir au foyer une fraction importante des femmes salariées.

Cela passe par l'instauration d'un revenu parental d'éducation, autrefois appelé salaire maternel, qui doit permettre aux parents de se consacrer à plein temps à l'éducation de leurs enfants. Mais étant donné l'inégalité des salaires et le poids des traditions, on sait bien à quel parent reviendrait le devoir de rester au foyer ! D'ailleurs, c'est uniquement pour les femmes que sont prévus les aménagements du temps de travail qui les contraignent à une double journée de travail : et professionnelle et domestique. La question n'est jamais posée pour les hommes. La volonté de renvoyer les femmes au foyer est donc toujours présente dans le programme du FN.

Ce revenu parental d'éducation est également une mesure qui discrimine les enfants entre eux. Pour le FN, la vie des deux premiers enfants vaut en effet trois ans de salaire, alors que la vie du troisième enfant en vaut 4. Le revenu parental d'éducation est donc clairement une mesure nataliste poussant à la naissance d'un troisième enfant, et même d'un quatrième (si les naissances sont bien programmées, ce revenu d'éducation peut être versé jusqu'à l'âge de la retraite).

Création d'un statut pour les mères de familles françaises : il s'agit non pas de donner à l'ensemble des femmes, mariées ou célibataires, avec ou sans enfants, des droits attachés à la personne, des droits propres et individuels, mais de leur donner des droits en fonction de leur rôle social de mère de famille. Le programme du FN ne fait aucune place aux femmes en tant qu'individus autonomes.

Fiche n°7 : Sécurité et justice

La politique du Front national matière de maintien de l'ordre public et de justice est particulièrement répressive et absolument pas préventive.

La police et la justice sont les deux seuls secteurs de la fonction publique où le FN envisage la création de postes.

Faisant le lien avec ses orientations en matière d'immigration, le programme du FN prévoit le rétablissement de la double peine.

Plus aucune aide sociale ne serait versée aux récidivistes délinquants ou aux criminels justiciables d'une peine d'un an ou plus. Ils ne pourraient plus prétendre à l'obtention d'un logement social. Ces mesures scandaleuses sont une autre forme de double peine qui ne s'appliquerait plus seulement aux justiciables, mais également à leurs familles. Conjoint-e-s et enfants seraient également condamné-e-s, c'est complètement injuste et proprement scandaleux.

Marine Le Pen est partisane du rétablissement de la peine de mort. Elle le proposera par voie de référendum en offrant le choix entre la peine capitale et la perpétuité réelle. On sait pourtant que la peine de mort n'est pas dissuasive. On le constate aisément aux États-Unis où la violence et le taux d'homicides est plus élevé dans les États appliquant la peine de mort.

Concernant l'exercice des missions des forces de police, Marine Le Pen souhaite leur accorder la présomption de légitime défense. L'usage des armes à feu sera alors possible dans des situations bien moins restrictives qu'aujourd'hui.

Autant le Front national soutient ouvertement les forces de l'ordre, autant les juges sont voués aux gémonies, accusés de partialité et de laxisme. Ainsi, les magistrats n'auraient plus le droit de se syndiquer, ni de s'engager politiquement ou d'être candidats à des élections.

Fiche n° 8 : Abécédaire du programme du FN

A comme agriculture

C'est encore la vision d'une France repliée sur elle-même que défend le Front national : l'agriculture ne doit plus être au mains de dirigeants « européens ». La France devrait abandonner la PAC au bénéfice d'une politique agricole française faisant fi des coopérations européennes ou mondiales.

Au contraire, le PCF et le Front de gauche proposent d'utiliser les aides de la PAC pour favoriser l'agriculture paysanne, l'emploi et la transition écologique de l'agriculture. Au niveau international, il conviendra d'agir pour une nouvelle organisation de l'agriculture dans le cadre de l'ONU pour développer les marchés régionaux ; réguler les marchés mondiaux et promouvoir la relocalisation et la transition écologique ; combattre les processus d'accaparement des terres.

C comme culture

Pour le Front national la culture n'est pas affaire d'émancipation humaine mais de « rayonnement de la France » et de « préservation d'identité ». Il propose de mettre en place une « politique nationale authentique » dans ce secteur « menacé » par les autres cultures du monde.

La culture, « choyée » par les politiques précédentes serait mise à la diète et subordonnée aux « goûts et attentes des Français ». « Les subventions seront plus liées aux recettes », c'est à dire que l'argent ira à ceux qui en ont déjà. Malheur aux Van Gogh et aux inventeurs de formes de notre temps. Moins d'artistes, tel semble être leur credo; « le statut des intermittents sera réformé pour stopper les déficits ». Rien dans son programme sur le travail d'éducation populaire et artistique, dans la cité comme à l'école, qui ambitionne de rapprocher les œuvres et le peuple. La défiance est de mise sur tout ce qui est contemporain, le grand plan culturel du Fn concerne « les monuments historiques, le patrimoine rural et les églises ». En ce qui concerne les financements, sa recette est simple : « le mécénat, comme le marché de l'art, sera encouragé par des mesures fiscales. Le privé comme les industries culturelles ont de beaux jours devant eux.

Pour le PCF et le Front de Gauche, la culture, dans toutes ses dimensions, est un des éléments qui développe « la capacité de la personne humaine à penser, agir, s'émouvoir » et « permet de devenir un citoyen éclairé, exigeant et ouvert ». Ils affirment leur « soutien à la création, à la liberté des artistes et veulent travailler à l'appropriation sociale et citoyenne des créations ». Ils se donnent comme objectif de « porter l'effort public dans ce domaine à 1% du PIB en une législature »

D comme Défense nationale

Le FN souhaite augmenter le budget de la défense de 25 %, réaffirmer le concept de dissuasion nucléaire et développer l'industrie de l'armement.

Le Parti communiste français réaffirme son engagement dans la lutte pacifiste pour l'abolition de l'arme nucléaire et pour l'édification d'un système de sécurité global fondé sur le désarmement et la démilitarisation.

É comme écologie

Le programme de Marine Le Pen oppose le nucléaire, instrument de la souveraineté nationale, aux énergies renouvelables considérées comme non rentables. Rien n'est évoqué en matière de recherche et de développement de ces énergies.

La protection animale et la préservation des paysages français occupent une place importante dans les propositions du Front national.

Le PCF et le Front de gauche proposent la mise en place d'un plan de transition écologique réintroduisant la maîtrise publique de l'énergie et promouvant des investissements publics conditionnés à des critères écologiques, sociaux et démocratiques. Le sujet est important pour l'avenir c'est pourquoi le Front de gauche propose qu'un grand débat national sur cette question ait lieu et se conclue par un référendum.

É comme Éducation nationale

Marine Le Pen n'hésite pas à attaquer les enseignants qui seraient des activistes politiques. Les méthodes et l'état d'esprit « pédagogistes » sont montrées du doigt.

L'enseignement devrait être recentré essentiellement autour du français, du calcul. L'histoire et la géographie seront enseignées mais essentiellement l'histoire de France et la géographie française. Ici encore, le Front national se fait le promoteur d'une France repliée sur elle-même. La politique sécuritaire du FN se décline également à l'école : « tolérance zéro » pour les violences scolaires, installation de portiques de détection des métaux dans les établissements « les plus dangereux ».

Mais quand il faut se donner les moyens de mettre des adultes (enseignants, surveillants...) en face des enfants Marine Le Pen ne souhaite pas revenir sur la suppression des postes de l'Éducation nationale mais, au contraire, réduire les effectifs de l'administration centrale.

Le Parti communiste français et le Front de gauche stopperont les suppressions de postes dans l'Éducation nationale et engageront un plan de recrutement. L'éducation devra permettre l'établissement d'une culture scolaire commune pour tous par l'appropriation de savoirs ambitieux.

I comme institutions

Concernant les institutions de la Ve République, elles ne sont jamais remises en cause par le Front national. Il propose de généraliser le référendum d'initiative populaire, vision plébiscitaire traditionnelle des mouvements d'extrême droite. Le programme de Marine Le Pen, en pointant du doigt les syndicats, le mouvement associatif s'attaque à deux acteurs majeurs du débat public et en crée pas les conditions d'un véritable débat démocratique.

Le FN souhaite également revenir sur la décentralisation accusant les collectivités locales de tous les maux : mauvaise gestion, augmentation du nombre d'agents territoriaux. Il est donc annoncé des coupes franches dans leurs budgets, notamment l'action sociale ce qui touchera les plus démunis de plein fouet. La clause de compétence générale sera supprimée pour les Départements et les Régions qui devront également réduire leurs effectifs.

Le PCF et le Front de gauche proposent d'œuvrer à la mise en place d'une VIe République. Une Assemblée constituante sera convoquée. La réforme territoriale de 2010 sera abrogée.

L comme logement

Le programme présidentiel de Marine Le Pen indique que les logement sociaux devraient être très prioritairement réservés aux Français. Par ailleurs, la loi SRU devrait être révisée : l'objectif ne serait pas de construire davantage de logement sociaux mais d'attribuer les logements de manière plus juste, selon les critères du FN. Nulle part dans ce programme n'est mentionnée la question de la hausse des loyers.

Les propositions du Front de gauche sont toutes autres. Un plan d'urgence de construction de 200 000 logements sociaux par an et pendant 5 ans. Les loyers seront bloqués.

R comme retraites

Pour financer le système de retraites, Marine Le Pen compte sur le retour du plein emploi et une « *politique nataliste volontariste, plutôt qu'une immigration coûteuse. La solidarité entre les générations suppose de nouvelles générations nombreuses qui feront la force de la France* ».

Elle ne souhaite pas l'abrogation des réformes successives du système de retraites.

De son côté, le Front de gauche est pour le retour au droit à la retraite à 60 ans, à taux plein, avec 37 ans et demi de cotisations. Le financement sera assuré notamment par une cotisation nouvelle sur les revenus financiers des entreprises.

S comme santé

Hormis des propos creux, le programme de Marine Le Pen en matière de santé s'attarde longuement sur la priorité qui doit être donnée aux français en s'attaquant à la protection des immigrés (délai de carence d'un an, suppression de l'aide médicale d'État). La lutte contre la fraude sera également une priorité. On note toutefois que si le FN parle de la fraude par les usagers, d'usurpation de droits par des immigrés en situation irrégulière, nulle part il n'est fait mention de la fraude des entreprises qui représente pourtant 80 % de la fraude totale.

Le PCF et le Front de gauche proposent au contraire de rétablir le remboursement intégral à 100 % des dépenses de santé couvertes par la Sécurité sociale. Le financement de la protection sociale à partir des cotisations sur les salaires, se fera avec une contribution sur les revenus financiers des entreprises, des banques et des assurances.

U comme universités et recherche

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le Front national s'il déclare vouloir œuvrer pour le prestige des universités françaises, ne remet aucunement en cause la loi LRU (Liberté et responsabilité des universités) qui entérine le désengagement de l'État et mènera à terme à un système universitaire à deux vitesses. Les grand pôles investis par des financement privés concurrenceront les petites universités qui devront augmenter les frais d'inscription et fermer les filières qui seraient considérées comme non rentables.

En ce qui concerne la recherche, Marine Le Pen, qui parle ici encore du prestige de la France, ne souhaite pas tant s'appuyer sur le service public mais au contraire développer la recherche dans le secteur privé. En particulier, la recherche en matière de santé, c'est sur les laboratoires pharmaceutiques que le Front national souhaite s'appuyer.

La priorité nationale sera également appliquée à la recherche. Les chercheurs étrangers ne seront attirés que dans le cadre d'une politique d'immigration ultra-sélective.

Le Parti communiste français et le Front de gauche abrogeront la loi LRU et le Pacte pour la recherche. Le budget public de la recherche sera doublé dans la législature.

Conclusion

L'objectif de cet argumentaire est de montrer le vrai visage de Marine le Pen et de son programme. Celui d'une extrême droite qui tente de se rendre fréquentable, mais qui n'a rien cédé sur le plan des idées.

Dans ce combat contre les idées du FN et de Le Pen, pour être efficace, il faut éviter quelques pièges.

Le FN n'est pas «hors système». Il est l'expression de la crise de la politique et de la démocratie, comme de l'absence de perspective crédible à gauche. Sur fond de défense néo-libérale du capitalisme, il participe activement à une recomposition de la droite française vers plus de nationalisme et de xénophobie, de populisme et de conservatisme.

Le réflexe démocratique et la diabolisation historique ont fonctionné par le passé pour dresser un «cordon sanitaire» autour du FN. Mais aujourd'hui cela n'est plus suffisant. La porosité des idées du FN avec l'UMP, la banalisation de ses thématiques par des dirigeants de l'UMP, à l'image d'un Guéant, doivent nous inciter à prendre l'offensive. L'offensive dans la bataille des idées contre celles que développe le FN, souvent rejoint par l'UMP.

Notre ambition avec le Front de gauche, c'est d'ouvrir une perspective à gauche, pour une véritable alternative aux politiques libérales. Pour y parvenir, il nous faut impérativement regagner la bataille des idées. La lutte contre celles sur lesquelles le FN tente de prospérer, est une priorité.